



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 23 avril 2025 – N° 203

Neuf heures quarante

Présidente de l'Assemblée nationale :
Mme Nathalie Roy

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Bellechasse sur le sujet suivant : *Les 40 ans de la Fondation Sanatorium Bégin.*
- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Hommage à M. Jean-Paul Guiard.*
- Le député de Drummond-Bois-Francs sur le sujet suivant : *M. Jean Morin, personnalité du monde alimentaire 2025.*
- Le député de Saint-Henri-Sainte-Anne sur le sujet suivant : *Souligner les 50 ans d'AlterGo Association.*
- La députée d'Iberville sur le sujet suivant : *Début des célébrations du 100^e anniversaire du cercle des fermières de Saint-Paul-d'Abbotsford.*
- Le député de l'Acadie sur le sujet suivant : *Hommage à M. Rachid Najahi et Atlas Media.*
- La députée de Laporte sur le sujet suivant : *40^e anniversaire de La Mosaïque.*
- Le député des Îles-de-la-Madeleine sur le sujet suivant : *Souligner le 150^e anniversaire de la pêche au homard aux Îles-de-la-Madeleine.*
- La députée de Mirabel sur le sujet suivant : *Retrait de la médaille d'Éric Verville.*
- Le député de Sainte-Rose sur le sujet suivant : *Le Comité d'animation du troisième âge de Laval.*
- Le député de Granby sur le sujet suivant : *La fondation du cégep de Granby célèbre ses 30 ans.*
- Le député de Mégantic sur le sujet suivant : *Club de patinage artistique Lac-Mégantic, 50 ans de bénévolat.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS	a)	documents
	b)	rapports de commissions
	c)	pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

Motion proposée par le ministre responsable des Relations canadiennes :

QUE l'Assemblée nationale constate que le pouvoir de nomination des juges des cours supérieures des États fédérés appartient au gouverneur général en vertu de l'article 96 de la *Loi constitutionnelle de 1867*;

QU'elle constate que l'exercice de ce pouvoir est circonscrit, en ce qui concerne le Québec, par la condition voulant que les juges soient choisis parmi les membres du Barreau du Québec en vertu de l'article 98 de cette même loi;

QU'elle constate que l'article 98 de la *Loi constitutionnelle de 1867* vise à assurer que les juges des cours supérieures du Québec maîtrisent le droit qui y est en vigueur;

QU'elle souligne que le Québec est le seul État de tradition civiliste au sein de la fédération;

QU'elle considère qu'il y a lieu de protéger et de promouvoir cette tradition en précisant davantage la condition de nomination prévue à l'article 98;

QU'elle souligne qu'une telle modification peut être effectuée, conformément à l'article 43 de la *Loi constitutionnelle de 1982*, par proclamation de la gouverneure générale sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions de l'Assemblée nationale, du Sénat et de la Chambre des communes;

QU'elle précise qu'une telle modification ne constitue en aucune façon une reconnaissance par l'Assemblée nationale de la *Loi constitutionnelle de 1982*, qui fut adoptée sans son consentement;

QUE l'Assemblée nationale autorise la modification de la Constitution du Canada par proclamation de la gouverneure générale sous le grand sceau du Canada, en conformité avec le texte suivant :

MODIFICATION DE LA CONSTITUTION DU CANADA
LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1867

1. La *Loi constitutionnelle de 1867* est modifiée par le remplacement de l'article 98 par le suivant :

98Q.1. Les juges des cours supérieures du Québec sont choisis parmi les membres du Barreau du Québec ayant été recommandés par le gouvernement du Québec.

TITRE

2. Titre de la présente modification : « Modification constitutionnelle de (année de proclamation) (Québec) ».

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 92
Loi modifiant diverses dispositions principalement dans le secteur financier
Présenté par le ministre des Finances le **8 avril 2025**
- 2) Projet de loi n° 94
Loi visant notamment à renforcer la laïcité dans le réseau de l'éducation et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de l'Éducation le **20 mars 2025**
- 3) Projet de loi n° 95
Loi favorisant l'équité dans l'accès aux services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés dispensés par les titulaires de permis
Présenté par la ministre de la Famille le **27 mars 2025**
- 4) Projet de loi n° 98
Loi modifiant la Loi électorale principalement afin de préserver l'intégrité du processus électoral
Présenté par le ministre responsable des Institutions démocratiques le **3 avril 2025**

Étude détaillée en commission

- 5) **Projet de loi n° 69**
Loi assurant la gouvernance responsable des ressources énergétiques et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie le 6 juin 2024
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 24 septembre 2024
Principe adopté le **3 octobre 2024**, et
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles

- 6) **Projet de loi n° 81**
Loi modifiant diverses dispositions en matière d'environnement
Présenté par le ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs le 20 novembre 2024
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 4 février 2025
Principe adopté le **11 février 2025**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

- 7) **Projet de loi n° 82**
Loi concernant l'identité numérique nationale et modifiant d'autres dispositions
Présenté par le ministre de la Cybersécurité et du Numérique le 21 novembre 2024
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 30 janvier 2025
Principe adopté le **4 février 2025**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 8) **Projet de loi n° 84**
Loi sur l'intégration nationale
Présenté par le ministre de la Langue française le 30 janvier 2025
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 19 mars 2025
Principe adopté le **19 mars 2025**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens

- 9) Projet de loi n° 89
Loi visant à considérer davantage les besoins de la population en cas de grève ou de lock-out
Présenté par le ministre du Travail le 19 février 2025
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 25 mars 2025
Principe adopté le **3 avril 2025**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

- 10) Projet de loi n° 83
Loi favorisant l'exercice de la médecine au sein du réseau public de la santé et des services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé le 3 décembre 2024
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 12 février 2025
Principe adopté le 18 février 2025
Rapport amendé de la Commission de la santé et des services sociaux adopté le **22 avril 2025**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 11) Projet de loi n° 190
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **1^{er} décembre 2022**
- 12) Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent
Présenté par le député de Marquette le **8 décembre 2022**
- 13) Projet de loi n° 192
Loi visant à assurer la santé et la sécurité des élèves en classe en encadrant la qualité de l'air ambiant dans les écoles
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **7 décembre 2022**

- 14) Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin de reconnaître le droit à un environnement sain à titre de droit fondamental
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **1^{er} février 2023**
- 15) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **2 février 2023**,
- 16) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde
Présenté par la députée de Robert-Baldwin le **14 mars 2023**
- 17) Projet de loi n° 197
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **6 décembre 2022**
- 18) Projet de loi n° 198
Loi modifiant le Code civil afin d'assurer une plus grande protection aux locataires âgés contre les reprises de logement ou les évictions
Présenté par la députée de Sherbrooke le 21 février 2023
Reprise du débat ajourné au nom de la députée de Vimont le **28 mars 2024**
- 19) Projet de loi n° 199
Loi visant une meilleure protection du consommateur contre les contrats de crédit abusifs
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **23 février 2023**
- 20) Projet de loi n° 390
Loi favorisant la prise en compte de l'égalité des sexes et de la diversité dans une perspective intersectionnelle dans le processus budgétaire
Présenté par la députée de Mercier le **21 mars 2023**
- 21) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit à la gratuité des projets pédagogiques particuliers offerts dans les écoles où est dispensé le service de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire et secondaire ainsi que de limiter la distance entre les immeubles d'une école à projet particulier
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **16 mars 2023**

- 22) Projet de loi n° 392
Loi concernant la suspension de la délivrance de nouveaux claims miniers et mettant fin à la préséance des droits miniers et gaziers sur les autres usages du territoire
Présenté par la députée de Verdun le **18 avril 2023**
- 23) Projet de loi n° 393
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Verdun le **6 avril 2023**
- 24) Projet de loi n° 394
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille-travail notamment dans les établissements d'enseignement supérieur
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **5 décembre 2023**
- 25) Projet de loi n° 395
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale de Matane-Matapédia par Matane-Matapédia-Mitis
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **11 avril 2024**
- 26) Projet de loi n° 396
Loi modifiant la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations afin d'y prévoir l'atteinte d'une capitalisation de 100 milliards de dollars
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **16 mars 2023**
- 27) Projet de loi n° 397
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement dispensant des services de l'éducation préscolaire, d'enseignement au primaire ou d'enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes
Présenté par la députée de Mercier le **27 avril 2023**
- 28) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage de recevoir des services éducatifs équivalents à ceux dispensés par l'école
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **20 avril 2023**

- 29) Projet de loi n° 399
Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec afin d’obliger la Caisse de dépôt et placement du Québec à faire des investissements ayant des impacts sociaux et environnementaux durables et à en rendre compte
Présenté par le député de Maurice-Richard le **27 avril 2023**
- 30) Projet de loi n° 490
Loi renforçant la majorité qualifiée requise pour la nomination et la destitution des personnes nommées par l’Assemblée nationale
Présenté par le député de Nelligan le **18 avril 2023**
- 31) Projet de loi n° 491
Loi visant à modifier la Loi sur les infrastructures publiques afin de soumettre les projets inscrits au plan québécois des infrastructures à un test climat
Présenté par le député de Taschereau le **14 septembre 2023**
- 32) Projet de loi n° 492
Loi visant à lutter contre le gaspillage
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **18 avril 2023**
- 33) Projet de loi n° 493
Loi modifiant la Loi sur l’immigration au Québec pour tenir compte des résidents temporaires aux fins de la planification de l’immigration
Présenté par le député de Nelligan le **10 mai 2023**
- 34) Projet de loi n° 494
Loi modifiant le Code civil afin de rendre sans effet les clauses d’un bail de logement qui tendent à interdire les animaux de compagnie
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **25 mai 2023**
- 35) Projet de loi n° 495
Loi visant à lutter contre l’accaparement des terres agricoles
Présenté par la députée de Verdun le 26 septembre 2023
Reprise du débat ajourné au nom du député de Jonquière le **31 janvier 2024**
- 36) Projet de loi n° 496
Loi visant à reconnaître l’amiral blanc en tant qu’insecte emblématique du Québec
Présenté par la députée d’Argenteuil le **9 juin 2023**
- 37) Projet de loi n° 499
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par le député de Jean-Lesage le **5 octobre 2023**

- 38) Projet de loi n° 591
Loi visant principalement à renforcer le contrôle de l'action gouvernementale par un député en lui reconnaissant un droit de visite des institutions administratives
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 mars 2024**
- 39) Projet de loi n° 593
Loi modifiant le Code civil afin d'interdire les évictions faites en vue de convertir un logement en hébergement touristique de courte durée
Présenté par la députée des Mille-Îles le **4 octobre 2023**
- 40) Projet de loi n° 596
Loi modifiant principalement la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme afin de permettre aux municipalités d'adopter un règlement relatif au zonage différencié visant à accroître et à pérenniser l'offre de logements sociaux ou abordables
Présenté par la députée des Mille-Îles le **24 octobre 2023**
- 41) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Verdun le **1^{er} février 2024**
- 42) Projet de loi n° 599
Loi modifiant principalement la Loi sur le régime de rentes du Québec afin d'abolir la réduction de la rente de retraite de la personne qui bénéficie d'une rente d'invalidité entre 60 ans et 65 ans
Présenté par le député de Maurice-Richard le **20 février 2024**
- 43) Projet de loi n° 690
Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec afin de corriger une iniquité envers les retraités invalides
Présenté par la députée de La Pinière le 23 novembre 2023
Reprise du débat ajourné le **7 décembre 2023**
- 44) Projet de loi n° 691
Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives à l'aide financière aux études
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **7 décembre 2023**

- 45) Projet de loi n° 693
Loi favorisant la contribution active à la société des prestataires du Programme de solidarité sociale
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **22 février 2024**
- 46) Projet de loi n° 694
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin de lutter plus efficacement contre l'alcool au volant
Présenté par le député de Nelligan le **19 mars 2024**
- 47) Projet de loi n° 695
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Nelligan le **14 mars 2024**
- 48) Projet de loi n° 697
Loi visant à lutter contre le gaspillage
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **23 avril 2024**
- 49) Projet de loi n° 699
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin d'y consacrer le droit à un logement décent
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2024**
- 50) Projet de loi n° 790
Loi visant à étendre aux usagers hébergés dans une résidence à assistance continue l'application du Règlement concernant les modalités d'utilisation de mécanismes de surveillance par un usager hébergé dans une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre d'hébergement et de soins de longue durée
Présenté par la députée de D'Arcy-McGee le **22 mai 2024**
- 51) Projet de loi n° 791
Loi permettant à des organismes publics de transport en commun de développer des projets immobiliers aux abords ou au-dessus de leurs infrastructures de transport en commun
Présenté par le député de Nelligan le **1^{er} mai 2024**
- 52) Projet de loi n° 792
Loi visant à accroître la présence du drapeau du Québec
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **30 mai 2024**

- 53) Projet de loi n° 793
Loi sur le processus de publication des documents issus de l'enquête menée par Bernard Grenier au sujet des activités d'Option Canada à l'occasion du référendum tenu au Québec en octobre 1995
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **27 novembre 2024**
- 54) Projet de loi n° 794
Loi déclarant l'engagement du Québec d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050
Présenté par la députée de Verdun le **7 novembre 2024**
- 55) Projet de loi n° 796
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale d'Arthabaska par celui d'« Arthabaska-L'Érable »
Présenté par le député d'Arthabaska le **30 mai 2024**
- 56) Projet de loi n° 892
Loi visant à interdire l'offre de services de consommation supervisée à proximité d'un service de garde éducatif à l'enfance en installation ou d'un établissement d'enseignement offrant une formation de niveau préscolaire, primaire ou secondaire
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **27 novembre 2024**
- 57) Projet de loi n° 893
Loi sur le maintien de l'autonomie des personnes âgées
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **3 décembre 2024**
- 58) Projet de loi n° 894
Loi visant à étendre l'admissibilité au régime d'assurance maladie et au régime général d'assurance médicaments à toutes les femmes ou à toutes les personnes enceintes vivant au Québec sans égard à leur statut migratoire
Présenté par le député de Saint-Henri–Sainte-Anne le **4 décembre 2024**
- 59) Projet de loi n° 895
Loi établissant un réseau scolaire commun afin de garantir l'égalité des chances
Présenté par la députée de Mercier le **19 février 2025**
- 60) Projet de loi n° 896
Loi visant à indemniser les municipalités locales lors de la cession de terrains destinés à la construction ou à l'agrandissement d'écoles
Présenté par la députée de Sherbrooke le **13 février 2025**

- 61)** Projet de loi n° 897
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin de prévoir la délivrance obligatoire d'un avis de paiement au propriétaire d'un véhicule routier immatriculé ou au titulaire de certains permis
Présenté par le député de Nelligan le **19 mars 2025**
- 62)** Projet de loi n° 898
Loi visant à renforcer l'encadrement des augmentations de loyer d'un bail de logement
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **3 avril 2025**
- 63)** Projet de loi n° 899
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin d'obliger la Société de l'assurance automobile du Québec à conclure des ententes avec des ministères ou organismes en vue de l'application de certaines lois
Présenté par le député de Nelligan le **3 avril 2025**

Étude détaillée en commission

- 64)** Projet de loi n° 194
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le 26 avril 2023
Principe adopté le **9 juin 2023**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 65)** Projet de loi n° 201
Loi concernant la Municipalité de Morin-Heights
Présenté par la députée d'Argenteuil le **20 avril 2023**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 66)** Projet de loi n° 203
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **19 avril 2023**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 67) Projet de loi n° 215
Loi concernant la Municipalité de Saint-Sylvère
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **1^{er} avril 2025**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 68) Projet de loi n° 216
Loi concernant la Ville de Longueuil
Présenté par la députée de Laporte le **1^{er} avril 2025**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

- 69) Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Rouyn-Noranda
Présenté par le député de Rouyn-Noranda-Témiscamingue le 1^{er} avril 2025
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire déposé et adopté
le **22 avril 2025**

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

- 70) Crédits budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 2026 déposés par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le 25 mars 2025 et renvoyés pour étude aux commissions permanentes le **26 mars 2025**.

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

- 71) 22 avril 2025
Motion du député de Marguerite-Bourgeoys :

QUE l'Assemblée nationale prenne acte que sur les sept budgets déposés par le gouvernement caquiste, six d'entre eux étaient déficitaires;

QU'elle constate que selon les prévisions de son propre gouvernement, à la fin de son mandat, le premier ministre aura été responsable d'un ajout de 96 milliards de dollars sur la dette du Québec;

QU'elle prenne acte que cette mauvaise gestion financière a résulté en une baisse de la cote de crédit du Québec auprès de l'agence Standard & Poor's qui entraînera des coûts supplémentaires en matière de service de la dette;

QU'elle constate que cela a pour effet de limiter sévèrement la capacité du Québec à répondre adéquatement aux nombreux défis auxquels il fait face;

QU'elle reconnaisse qu'il s'agit d'un triste legs pour les générations futures;

QU'enfin, l'Assemblée nationale dénonce cette dégradation des finances publiques du Québec sous la gouverne du premier ministre et du ministre des Finances.

Partie 3
PROJETS DE LOI ADOPTÉS
(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée.

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Enquête découlant de la motion présentée par le leader parlementaire de l'opposition officielle et député de Nelligan en vertu des articles 315 à 321 du Règlement portant sur l'omission du dépôt dans les délais prescrits du Rapport annuel de gestion 2023 de la Société de l'assurance automobile du Québec.

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandats réglementaires

- Audition du Centre d'acquisitions gouvernementales sur le chapitre 2 du rapport de novembre 2024 du Vérificateur général intitulé « Acquisitions regroupées gouvernementales ».
- Audition du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et de la Commission de protection du territoire agricole du Québec sur le chapitre 3 du rapport d'avril 2024 de la commissaire au développement durable intitulé « Protection du territoire agricole ».
- Audition du ministère de l'Éducation du Québec, du Centre de services scolaire de l'Énergie, du Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois, du Centre de services scolaire du Fer, de la Commission scolaire Central Québec et de la Commission scolaire New Frontiers sur le chapitre 4 du rapport de novembre 2024 du Vérificateur général intitulé « Réussite éducative des élèves autochtones ».
- Audition du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs et du ministère des Transports et de la Mobilité durable sur le chapitre 4 du rapport d'avril 2024 de la commissaire au développement durable intitulé « Fonds d'électrification et de changements climatiques »;

- Audition du ministère de la Santé et des Services sociaux, du CISSS de la Montérégie-Centre et des CIUSSS de l’Estrie-CHUS et de l’Ouest-de-l’Île-de-Montréal sur le chapitre 2 du rapport de mai 2023 du Vérificateur général intitulé « Octroi de contrats de gré à gré : en vertu du décret d’urgence sanitaire, ou pour obtenir des places d’hébergement et de la main-d’œuvre indépendante ».
- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion et sur ses engagements financiers.

COMMISSION DE L’AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L’ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandats de l’Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 69**, Loi assurant la gouvernance responsable des ressources énergétiques et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 3 octobre 2024).

COMMISSION DE L’AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandats de l’Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 201**, Loi concernant la Municipalité de Morin-Heights (mandat confié le 20 avril 2023).
- **Projet de loi n° 215**, Loi concernant la Municipalité de Saint-Sylvère (mandat confié le 1^{er} avril 2025).
- **Projet de loi n° 216**, Loi concernant la Ville de Longueuil (mandat confié le 1^{er} avril 2025).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L’ÉDUCATION

Mandats de l’Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 94**, Loi visant notamment à renforcer la laïcité dans le réseau de l’éducation et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 3 avril 2025).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 89**, Loi visant à considérer davantage les besoins de la population en cas de grève ou de lock-out (mandat confié le 3 avril 2025).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 82**, Loi concernant l'identité numérique nationale et modifiant d'autres dispositions (mandat confié le 4 février 2025).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandats de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 98**, Loi modifiant la Loi électorale principalement afin de préserver l'intégrité du processus électoral (mandat confié le 22 avril 2025).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 203**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 19 avril 2023).

Mandats réglementaires

Interpellation :

- Du député de Jean-Talon au ministre responsable des Relations canadiennes sur le sujet suivant : *L'impasse de la troisième voie caquiste face aux refus du Canada de donner suite aux demandes historiques du Québec* (avis donné le 10 avril 2025).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandats de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 95**, Loi favorisant l'équité dans l'accès aux services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés dispensés par les titulaires de permis (mandat confié le 10 avril 2025).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 84**, Loi sur l'intégration nationale (mandat confié le 19 mars 2025).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 194**, Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès (mandat confié le 9 juin 2023).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 81**, Loi modifiant diverses dispositions en matière d'environnement (mandat confié le 11 février 2025).

COMMISSION SPÉCIALE SUR LES IMPACTS DES ÉCRANS ET DES RÉSEAUX SOCIAUX SUR LA SANTÉ ET LE DÉVELOPPEMENT DES JEUNES

Consultations particulières :

- Les impacts des écrans et des réseaux sociaux sur la santé et le développement des jeunes.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au feuillet du mercredi*

247) M. Fortin (Pontiac) – **20 février 2025**
Au ministre de la Santé

Le 10 mai 2023, lors de la présentation du troisième plan de rattrapage en chirurgie, nous avons appris que plus de 400 millions de dollars seront consacrés à la mise en place de diverses mesures pour rattraper le retard accumulé en chirurgie. Cette somme provient des travaux réalisés par l'IPAM en collaboration avec le MSSS et la FMSQ. Ces montants résultent de l'accord conclu en 2019 entre le gouvernement du Québec et la FMSQ, et proviennent des économies réalisées à même l'enveloppe budgétaire allouée à la FMSQ.

Dans cette annonce, le ministre a indiqué que l'objectif des mesures annoncées est de combler le retard accumulé et de revenir au niveau d'avant la pandémie, qui se situait à environ 2 500 personnes en attente depuis plus d'un an. Une cible intermédiaire a également été fixée afin de réduire cette liste à 7 600 pour le 31 mars 2024.

Le 9 janvier dernier, un article de Radio-Canada révélait que les fonds annoncés en mai 2023 n'avaient toujours pas été dépensés et que plus de 450 millions de dollars étaient encore disponibles pour combler le retard en chirurgie. Il était également mentionné que le fonds créé par le gouvernement et les médecins spécialistes pourrait être utilisé dès janvier pour rouvrir progressivement plusieurs salles d'opération de jour.

Même si les dernières données du tableau de bord du MSSS montrent une baisse du nombre de patients en attente, il est important de noter que nous sommes encore loin de l'objectif de 2300 patients en attente au 31 mars 2025.

Ce qui est le plus inquiétant, c'est que, selon toute vraisemblance, il sera impossible d'atteindre la cible dans ces régions :

Région	Cible 31 déc. 2024	Résultats 11 jan. 2025
Capitale-Nationale	83	569
Mauricie et Centre-du-Québec	36	287
Estrie	216	863
Montréal	676	2515
Outaouais	605	1273
Abitibi-Témiscamingue	0	240
Chaudière-Appalaches	20	254
Lanaudière	271	1122
Laurentides	175	646
Montréal	295	864

Compte tenu des données précédentes qui montrent que, dans 10 régions du Québec, le plan de rattrapage est en voie de rater sa cible, est-ce que le ministre peut nous dire quelles mesures il entend prendre rapidement pour corriger la situation, et quelles seront ses nouvelles cibles?

252) M. Grandmont (Taschereau) – **26 février 2025**
 Au ministre de la Santé

D'ici quelques années, il est prévu que les services du CHU de Québec offerts dans l'Hôtel-Dieu de Québec soient transférés dans le Nouveau complexe hospitalier (NCH).

Depuis 2018, des comités ont été mis sur pied afin de décider ce qu'il arrivera des locaux vacants dans le bâtiment de l'Hôtel-Dieu de Québec, après le déménagement des activités vers le NCH. En 2018 a été mis sur pied un comité, visant à faire l'étude d'avant-projet de réutilisation de l'Hôtel-Dieu de Québec. Ce comité a mené en 2019 à un projet d'une nouvelle utilisation des locaux de l'Hôtel-Dieu de Québec, afin d'identifier les services qui pourraient être offerts dans le bâtiment.

En 2021, un troisième groupe de travail a publié des idées pour les nouvelles vocations possibles de l'Hôtel-Dieu de Québec. À la suite de ce troisième groupe de travail, une proposition de vocations a été remise au ministre de la Santé et des Services sociaux.

Le maintien de services de santé de proximité dans cet établissement important du quartier est très important pour la population du secteur, ainsi que pour assurer des soins aux nombreuses personnes qui visitent le Vieux-Québec et la colline parlementaire chaque année. Le projet de créer des services ambulatoires, dont des services médicaux et soins infirmiers, des soins psychosociaux, un centre dentaire communautaire et une clinique de santé sexuelle, répondait donc aux attentes et besoins de la population du secteur.

Depuis 2021, les citoyens impliqués dans ce projet demeurent sans nouvelle du CIUSSS de la Capitale-Nationale et du ministère de la Santé et des Services sociaux pour ce projet. Le CIUSSS nous mentionne qu'étant donné les nouveaux échéanciers liés au projet de NCH, le CIUSSS de la Capitale-Nationale, s'il devait poursuivre ses travaux pour développer des services répondant aux besoins de la population de ce secteur, devrait voir son mandat renouvelé par le MSSS et consulter ses partenaires afin de développer une vision commune d'un futur projet.

Ma question pour le ministre est la suivante :

Est-ce que le ministre de la Santé peut réactiver le comité de suivi sur l'avenir de l'Hôtel-Dieu de Québec et confirmer qu'il est toujours prévu de donner le mandat au CIUSSS de la Capitale-Nationale de développer des services répondant aux besoins de la population du secteur dans le bâtiment de l'Hôtel-Dieu de Québec?

256) Mme Prass (D'Arcy-McGee) – **27 février 2025**

Au ministre responsable des Services sociaux

Avec la fermeture des refuges hivernaux à la fin du mois de mars, des centaines de personnes en situation d'itinérance risquent de se retrouver sans solution d'hébergement, à un moment où les conditions météorologiques ne permettent pas encore une vie sécuritaire à l'extérieur.

Cette situation entraîne une pression supplémentaire sur les infrastructures publiques, notamment le réseau de la Société de transport de Montréal (STM), où de nombreuses personnes cherchent refuge, ce qui soulève des enjeux de cohabitation et de sécurité pour les usagers.

Le ministre peut-il préciser quelles mesures concrètes seront mises en place pour éviter que ces personnes ne se retrouvent sans abri à compter du mois d'avril?

Le gouvernement prévoit-il des ressources supplémentaires ou la prolongation de certaines mesures pour soutenir ces personnes vulnérables?

Comment le ministère collabore-t-il avec la STM et les autres acteurs concernés afin de minimiser les impacts sur le transport en commun et assurer une prise en charge efficace des personnes en situation d'itinérance lors de cette transition critique?

Enfin, le gouvernement envisage-t-il la mise en place de solutions d'hébergement temporaires ou l'adaptation des infrastructures existantes afin d'offrir des alternatives viables aux personnes sans abri?

257) M. Fortin (Pontiac) – **18 mars 2025**
Au ministre de la Santé

Depuis que Santé Québec a pris ses fonctions officielles le 1^{er} décembre 2024, elle s'est engagée dans une série d'exercices de rationalisation visant à éliminer un déficit de 1,5 milliard \$ dans le système de santé. Le 14 février dernier, Radio-Canada a révélé que 1 700 emplois avaient été supprimés dans le réseau de la santé québécois en seulement deux mois. Parmi ces postes, on compte des préposés aux bénéficiaires, des infirmières auxiliaires et des infirmières.

De nombreux représentants du personnel soignant ont exprimé leur inquiétude quant aux répercussions de ces réductions budgétaires sur les soignants, mais ont également souligné que ces coupures affectent directement les services à la population.

Il est crucial de souligner que le ministre de la Santé a répété maintes fois que les compressions budgétaires ne devraient avoir qu'un impact minime, voire inexistant, sur la population. Pour parvenir à une telle affirmation, il devait sans doute se baser sur un examen approfondi des effectifs du personnel médical requis pour assurer le fonctionnement continu des soins de santé.

Le ministre peut-il nous partager le nombre précis de départs dans l'ensemble du réseau au cours des six derniers mois, en indiquant la répartition par poste, par région et par établissement?

258) M. Fortin (Pontiac) – **18 mars 2025**
Au ministre de la Santé

Le 23 février dernier, Radio-Canada a diffusé une information alarmante : l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont a temporairement retiré un grand nombre de ses civières dans le service des urgences en raison d'une pénurie de main-d'œuvre. D'après le syndicat, pas moins de 30 sur les 54 civières disponibles auraient été inaccessibles.

Depuis plusieurs années, l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont est confronté à des difficultés persistantes de main-d'œuvre aux urgences. Ces problèmes incluent une pénurie d'infirmières et de personnel soignant, ce qui a entraîné des fermetures de civières et une surcharge des unités d'hospitalisation. Ces problèmes affectent directement sa capacité à satisfaire les demandes des patients, et il a fallu prendre des mesures temporaires, telles que le réaménagement des équipes, pour essayer de résoudre cette situation

Cette problématique persistante affecte considérablement les soins de santé. Le ministre peut-il partager avec nous le plan développé et exécuté par l'équipe RH pendant l'année écoulée afin d'y remédier et d'empêcher toute interruption de service?

259) M. Kelley (Jacques-Cartier) – **18 mars 2025**

À la ministre des Ressources naturelles et des Forêts

Considérant que le département américain de la Défense a investi près de 12 millions de dollars dans un projet de mine de graphite au Québec, que les industries technologiques aux États-Unis dépendent entièrement des importations de graphite, et que les États-Unis importent du Canada plusieurs minéraux stratégiques, dont le nickel, le niobium, l'uranium et 70 % de leur aluminium.

La ministre des Ressources naturelles et des Forêts peut-elle préciser la position du gouvernement quant à la sécurisation et la transformation locale de ces ressources, ainsi que les mesures mises en place pour protéger l'autonomie du Québec face à l'intérêt croissant des États-Unis pour ces minéraux stratégiques?

262) M. Beauchemin (Marguerite-Bourgeoys) – **20 mars 2025**

À la ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie

Selon ce que nous avons appris dans les médias, des pots-de-vin auraient été payés par de hauts dirigeants d'Azure Power Global, de laquelle la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) est devenue actionnaire majoritaire en 2020, afin d'obtenir des contrats, ce qui a entraîné des procédures judiciaires aux États-Unis. La CDPQ a été alertée dès 2022 sur plusieurs manquements graves au niveau éthique, mais aucune action concrète n'aurait été prise avant 2023.

La Caisse avait, en date du 31 décembre 2023, déployé 9 G\$ depuis l'ouverture de son bureau à New Dehli en 2016.

Quelles actions sont prises pour assurer une meilleure surveillance des dirigeants des filiales de la Caisse en Inde, ainsi que partout dans le monde, pour s'assurer que ce genre de situation ne se reproduise pas?

265) M. Fortin (Pontiac) – **25 mars 2025**

Au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Le 11 avril 2023, le ministre annonçait la tenue d'une tournée de consultation qui devait permettre d'orienter et de prioriser les actions à poser dans le dossier du bien-être pour les animaux de compagnie, en particulier celui des chats et des chiens.

Dix-huit mois se sont écoulés depuis la fin de la tournée en septembre 2023, mais aucun plan n'a encore été présenté par le ministre, et ce, malgré l'intervention de ma collègue de Mont-Royal–Outremont auprès du ministre en septembre 2024.

Est-ce que le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut nous informer de l'avancement de sa réflexion sur le sujet et nous dire quand nous pouvons attendre le dépôt d'un plan d'action?

266) Mme Garceau (Robert-Baldwin) – **25 mars 2025**

Au ministre responsable des Services sociaux

Selon un article paru dans La Presse le 7 février dernier, la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) Mauricie-Centre-du-Québec – actuellement sous tutelle – est vivement critiquée pour avoir refusé d'assister une adolescente victime d'agression sexuelle, et ce, malgré la reconnaissance de culpabilité de l'agresseur. Cette situation, qui s'inscrit dans une manière de faire systémique, met en lumière un échec troublant à protéger les droits fondamentaux des enfants agressés sexuellement. Une telle négligence est inacceptable.

Quelles mesures le ministre entend-il prendre pour s'assurer que les droits des enfants victimes d'agression sexuelle soient reconnus et protégés de manière systématique par la DPJ? Le gouvernement est-il prêt à envisager la mise en place d'une Charte des droits des enfants afin de garantir une meilleure protection des jeunes vulnérables?

267) Mme Prass (D'Arcy-McGee) – **25 mars 2025**
Au ministre responsable des Services sociaux

Lors d'une annonce faite le 15 septembre 2023, le ministre a souligné l'importance d'une collaboration accrue entre les différents acteurs concernés par l'enjeu de l'itinérance, affirmant que « le gouvernement du Québec, le réseau de la santé et des services sociaux, les municipalités et les organismes communautaires ont tous des responsabilités et des leviers distincts, complémentaires, et que chacun et chacune doit jouer son rôle afin d'améliorer la situation ».

Dans cette optique :

1. Le ministre peut-il préciser quels sont les responsabilités et les leviers spécifiques de chacun de ces acteurs en matière de lutte contre l'itinérance?
2. Comment le ministère s'assure-t-il que ces responsabilités sont bien coordonnées afin d'éviter les chevauchements et d'optimiser les ressources disponibles?
3. Le gouvernement a-t-il mis en place des mécanismes de suivi et d'évaluation pour mesurer l'efficacité de cette collaboration et, si oui, quels en sont les principaux indicateurs?

269) Mme McGraw (Notre-Dame-de-Grâce) – **25 mars 2025**
À la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

Depuis quelque temps, il y a une certaine concurrence entre le secteur public et le secteur communautaire pour des ressources essentielles, notamment du personnel et des locaux, alors que les deux secteurs desservent les mêmes populations. Il faudrait plutôt s'assurer que les organismes communautaires aient les ressources nécessaires pour continuer d'agir de manière complémentaire au secteur public, diminuant ainsi la pression sur celui-ci.

Le Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2022-2027 prévoit, à la mesure 2.2.1, de « développer un programme d'accompagnement, d'accès à des locaux et d'amélioration locative pour les organismes communautaires. » Or, aucune annonce n'a été faite en lien avec cette mesure jusqu'à présent.

Est-ce que la ministre peut nous donner une mise à jour sur l'avancement du développement de ce plan?

270) Mme McGraw (Notre-Dame-de-Grâce) – **25 mars 2025**

À la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

Depuis le début de la guerre tarifaire avec les États-Unis, plusieurs intervenants du milieu communautaire, dont Renaissance Québec, le Chantier de l'économie sociale et la Cantine pour tous, ont pris la parole publiquement pour souligner le rôle important que peut jouer l'économie sociale dans la redéfinition de l'économie québécoise, ainsi que la promotion des circuits courts et de nos entreprises locales afin de réduire notre dépendance aux États-Unis.

Alors que le Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025 arrive à échéance cette année et que la ministre travaille sur la prochaine mouture, quels soutiens envisage-t-elle pour permettre au secteur de l'économie sociale de prendre une place plus importante dans l'économie québécoise et de jouer un rôle clé dans la réduction de notre dépendance envers les marchés étrangers?

271) Mme Prass (D'Arcy-McGee) – **27 mars 2025**

Au ministre responsable des Services sociaux

Nous avons obtenu copie de la lettre (V/Réf. : 24-MS-04518-001) que le ministre a envoyée à M. François Gosselin, représentant du Groupe québécois affilié au mouvement international du TDL (RADLD), dans laquelle le ministre mentionne la mise en place d'un comité sur le trouble développemental du langage (TDL).

Toutefois, la réponse ne précise ni le mandat, ni la composition, ni l'échéancier de ce comité.

1. Le ministre peut-il préciser le mandat, la composition et les objectifs de ce comité?
2. Quel est l'échéancier prévu pour sa mise en place et le début de ses travaux?
3. Le ministère prévoit-il de consulter les organismes spécialisés ainsi que les familles concernées dans le cadre des travaux de ce comité?

272) Mme Setlakwe (Mont-Royal–Outremont) – **8 avril 2025**

À la ministre des Affaires municipales

Le ministre de l'Éducation a récemment décidé de cesser le financement de l'accès aux installations sportives et autres infrastructures des écoles par la population et les municipalités, avec effet rétroactif à septembre 2024. Cette décision met fin unilatéralement à une entente de 2018 favorisant le partage des installations scolaires et municipales, bénéfique pour les citoyens, particulièrement en région où les équipements sont moins nombreux que dans les grands centres.

Cette mesure va à l'encontre de la Déclaration de réciprocité signée le 13 décembre 2023 à l'Assemblée nationale, dans laquelle la mutualisation des infrastructures scolaires et municipales figure parmi les principaux objectifs à atteindre.

Les municipalités et les citoyens, notamment en région, se retrouvent donc privés d'un accès essentiel à des équipements qui contribuent à la qualité de vie et à la vitalité des communautés. Cette décision affecte non seulement leur moral, mais aussi leur confiance envers nos institutions publiques.

La ministre des Affaires municipales peut-elle nous dire quelles actions elle entend entreprendre afin d'assurer le respect de la Déclaration de réciprocité et de soutenir les municipalités affectées par cette décision?

273) Mme Dufour (Mille-Îles) – **8 avril 2025**
À la ministre des Affaires municipales

Le gouvernement du Québec a entrepris une modernisation du cadre réglementaire en milieux hydriques, incluant les zones inondables, visant à assurer la sécurité de la population, la protection des biens et la préservation de l'environnement.

Bien que cette initiative introduise des avancées notables, sa nature très normative semble limiter la planification intégrée des milieux de vie bâtis et des zones inondables.

Le projet INFO-Crue, destiné à cartographier les cours d'eau de 50 bassins versants au Québec, n'est toujours pas achevé, ce qui contribue à l'incertitude entourant la délimitation précise des zones inondables.

Cette situation engendre un climat d'incertitude pour les municipalités et les citoyens concernés, rendant difficile la planification adéquate des milieux de vie. De plus, la Communauté métropolitaine de Montréal a exprimé des préoccupations concernant l'impact du nouveau cadre réglementaire, qui pourrait inclure 15 508 bâtiments supplémentaires en zone inondable, représentant une valeur foncière de 9,9 milliards de dollars.

La ministre des Affaires municipales peut-elle clarifier et nous indiquer comment son ministère compte intégrer une planification cohérente des milieux de vie bâtis et des zones inondables dans le cadre de cette modernisation réglementaire, afin de dissiper l'incertitude actuelle et d'assurer un développement harmonieux des communautés touchées?

274) Mme Dufour (Mille-Îles) – **8 avril 2025**
À la ministre responsable de l’Habitation

La Ville de Sherbrooke a récemment instauré un moratoire de deux ans sur le développement immobilier couvrant près du tiers de son périmètre urbain. Cette mesure vise à limiter les rejets d’eaux usées dans les rivières et à se conformer aux obligations légales de traitement de l’eau, en raison d’un réseau municipal surchargé et d’une forte croissance démographique.

Ce moratoire affecte environ 39 kilomètres carrés du périmètre urbain et touche particulièrement les secteurs desservis par des ouvrages de surverses ou des conduites ayant atteint leur capacité maximale. Bien que des exceptions existent, notamment pour l’ajout d’un seul logement accessoire ou pour les immeubles non reliés aux infrastructures d’eaux usées municipales, cette pause temporaire sur le développement urbain suscite des préoccupations, notamment en pleine pénurie de logements.

La ministre responsable de l’Habitation peut-elle préciser quelles mesures son ministère envisage entreprendre auprès de sa collègue aux Affaires municipales afin de soutenir la Ville de Sherbrooke dans la modernisation de ses infrastructures d’eaux usées et atténuer les impacts de ce moratoire sur le développement immobilier et la disponibilité de logements?

275) Mme Dufour (Mille-Îles) – **8 avril 2025**
À la ministre responsable de l’Habitation

En 2024, le logement est devenu le principal facteur d’inflation au Québec, surpassant le panier d’épicerie, avec une hausse du coût de la vie de 2,3 % sur 12 mois. Cette situation est attribuable à une augmentation notable des loyers, qui ont progressé de 8,2 % en 2024, en raison de la croissance démographique et des taux d’emprunt élevés. De plus, le Tribunal administratif du logement a suggéré une augmentation de 5,9 % des loyers, un sommet en 30 ans au Québec.

Cette hausse des coûts du logement exerce une pression financière accrue sur les ménages québécois, affectant particulièrement les plus vulnérables.

La ministre responsable de l’Habitation peut-elle préciser quelles mesures sont envisagées pour atténuer l’impact de la hausse des coûts de logement sur les ménages québécois et assurer l’abordabilité du logement dans la province?

276) Mme Dufour (Mille-Îles) – **8 avril 2025**
À la ministre responsable de l’Habitation

Malgré le moratoire sur les évictions et les protections accordées aux aînés, des locataires résidant depuis 30 ans dans leur logement sont actuellement menacés d’éviction. Notamment, à Laval, un propriétaire a obtenu l’autorisation de démolir quatre bâtiments, entraînant l’expulsion d’environ soixante ménages. Cette situation soulève des inquiétudes quant à l’efficacité des mesures en place pour protéger les locataires vulnérables, en particulier les aînés, contre de telles évictions.

La ministre responsable de l’Habitation peut-elle expliquer comment de telles évictions sont possibles malgré le moratoire en vigueur et quelles actions son ministère envisage pour renforcer la protection des aînés face à ces situations?

277) M. Bérubé (Matane-Matapédia) – **8 avril 2025**
Au premier ministre

Depuis plusieurs années, le Carrefour jeunesse-emploi (CJE) de la Vallée de la Matapédia est à pied d’œuvre pour les jeunes adultes de 15 à 35 ans dans le comté de Matane-Matapédia. Le CJE les accompagne quotidiennement et sans exclusion dans les domaines de l’employabilité (curriculum, entrevues, formations, intégration, retour à l’école et persévérance), du développement professionnel (orientation, valorisation, socialisation, désir d’entreprendre) et du soutien personnel (discrimination, isolement, pauvreté, santé mentale et/ou physique).

Le CJE de la Vallée de la Matapédia m’a interpellé pour partager les contraintes et les défis avec les mesures actuelles du ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale. Ces contraintes et défis sont partagés par tous les CJE du Québec, soit 110 CJE répartis sur l’ensemble du vaste territoire québécois, présents dans chacune des circonscriptions représentées par l’ensemble des élus de notre Assemblée. C’est au sein de leur réseau national, le Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec, qu’ils discutent ensemble de la meilleure façon de défendre les intérêts des jeunes, faire valoir leurs droits et promouvoir des mesures optimales à leur développement.

Tous constatent un resserrement des critères d'admissibilité aux services publics d'emplois qui signifie l'exclusion de nombreux jeunes, une situation en totale contradiction avec l'objectif d'accueillir TOUS les jeunes sans discrimination. Ce resserrement restrictif des critères ainsi qu'un alourdissement bureaucratique qui ne cesse de croître (une charge administrative excessive qui grève un tiers des heures qui devraient être allouées en services directs aux jeunes) s'ajoutent à un taux de chômage des jeunes en hausse considérable, a fortiori dans un contexte de menaces de tarifs qui se traduit en un ralentissement économique.

De plus, les tergiversations avec le gouvernement fédéral qui résultent en une absence de renouvellement des fonds de la Stratégie emploi et compétences jeunesse, qui vient à terme dans quelques jours, mettent en péril la mise en place de projets, de formations et d'accompagnements.

Les CJE ont été créés sous l'impulsion du premier ministre Parizeau qui, comme ses prédécesseurs depuis les années 70, assumait également la responsabilité du dossier jeunesse. Nous n'avons pas à convaincre le premier ministre de la nécessité de bien soutenir nos CJE, lui qui a déclaré ici même en notre Assemblée nationale qu'« il faut étendre le rôle des Carrefours jeunesse-emploi. (...) les Carrefours jeunesse-emploi ont un rôle important à jouer (...) on a un bel outil qui s'appelle les Carrefours jeunesse-emploi qui ont été sous-utilisés depuis plusieurs années. »

Considérant ces contraintes actuelles, les CJE ne peuvent pleinement déployer leurs services et doivent limiter les mesures de soutien, ce qui n'est ni souhaitable pour les jeunes ni pour le Québec. De façon plus spécifique, je pose la question suivante :

Peut-on renforcer les mandats confiés aux ministres responsables des programmes dédiés aux CJE afin qu'ils aient les coudées franches pour faire en sorte que leurs administrations respectives prennent les moyens de façon énergique pour :

- cesser d'imposer des mesures discriminatoires d'accès aux programmes qui excluent des milliers de jeunes de l'offre de services des CJE;
- stabiliser le financement en mettant fin aux coupures de ces services directs qui sont offerts à des jeunes pour qui les CJE sont souvent le seul et premier recours qui permet d'exposer leur situation et sortir de leur isolement;
- enrichir le plan d'action jeunesse qui sera dévoilé ce printemps en confiant un rôle accru aux CJE;
- créer un Groupe J (groupe jeunesse) au sein des mesures mises de l'avant par Emploi-Québec pour pouvoir offrir des services adaptés aux besoins spécifiques des jeunes?

278) M. Marissal (Rosemont) – **9 avril 2025**
Au ministre de la Santé

Depuis le 23 mai 2024, le nirsévimab (Beyfortus^{MC}), un agent de prévention pour protéger les jeunes bébés et les enfants plus vulnérables contre les complications liées au virus respiratoire syncytial (VRS), est inscrit à la Liste de médicaments des établissements de santé et de services sociaux et offert. Il est donc offert gratuitement aux nourrissons âgés de moins de six mois au moment du début de la saison de VRS, ainsi qu'aux enfants de moins de 19 mois présentant des conditions de santé les exposant à des risques accrus de complications.

Dans le cadre du dépôt du budget 2025-2026 du gouvernement du Québec, le 25 mars dernier, l'offre de vaccins contre le VRS a été élargie à de nouveaux groupes d'âge et à de nouvelles populations jugées vulnérables. Malheureusement, le médicament n'est toujours pas offert aux enfants vulnérables âgés de plus de 19 mois.

Non seulement l'efficacité du nirsévimab pour limiter les complications liées au VRS est prouvée, mais son faible coût (environ 900 \$ pour une dose), est bien inférieur aux coûts d'une hospitalisation d'urgence en cas de complications du VRS, qui peuvent aller jusqu'à 6000 \$ par jour d'hospitalisation. De nombreux cliniciens partagent cette préoccupation et appellent également à une révision des critères pour inclure les enfants les plus vulnérables dans la couverture du nirsévimab, ce qui permettrait de réduire les coûts liés aux hospitalisations prolongées.

Mes questions pour le ministre sont les suivantes :

- 1) Est-ce que le ministre de la Santé a l'intention d'élargir l'accès au nirsévimab pour inclure les enfants handicapés avec soins médicaux complexes au-delà de 19 mois?
- 2) Est-ce que l'impossibilité d'avoir accès au nirsévimab après 19 mois est liée à l'autorisation de Santé Canada?
- 3) Dans l'éventualité où le nirsévimab ne peut être délivré aux enfants de plus de 19 mois, est-ce possible d'élargir la couverture du Synagis (immunoprophylaxis par le palivizumab), soit le traitement préventif qui était jusqu'ici préconisé pour limiter les complications liées au VRS?

279) Mme Zaga Mendez (Verdun) – **10 avril 2025**

Au ministre des Finances

Certains commerces m'ont récemment fait part de leur inquiétude face à la transformation numérique des modules d'enregistrement des ventes (MEV).

Les MEV ont été implantés il y a plus d'une décennie dans les restaurants, cafés et débits de boisson du Québec afin que Revenu Québec puisse lutter plus efficacement contre les activités illicites. Cette transformation a été rendue nécessaire et obligatoire par Revenu Québec en raison de l'obsolescence de la technologie alors utilisée. À ma connaissance, personne ne remet en cause la nécessité des MEV.

Les commerces utilisant encore d'anciens MEV devront se conformer, au plus tard à la fin de l'été, à une nouvelle exigence : l'adoption d'une version numérique de leur système de point de vente. Cela implique, d'ici cette échéance, la signature d'un contrat avec une entreprise privée fournissant un logiciel MEV numérique. Des commerçants et des associations de commerçants m'ont fait part de plusieurs enjeux préoccupants liés à ce changement, rappelons-le, imposé par la loi, notamment :

- Des services bien plus coûteux que prévu;
- L'impossibilité d'obtenir un service dit « de base », soit un logiciel de caisse conforme et fonctionnel. L'achat de ce type de logiciel est presque toujours conditionné à l'acquisition non sollicitée de nouveaux équipements (imprimantes, terminaux de paiement INTERAC), alors que le matériel actuel est encore en bon état de fonctionnement;
- L'absence d'un processus d'homologation pour les entreprises offrant ces logiciels.

Les commerçants qui se sont entretenus avec mon équipe soulignent que ces entreprises fonctionnent désormais sur le modèle de l'abonnement. Un tel abonnement peut coûter jusqu'à 250 \$ par mois, et ce, de façon permanente. À titre comparatif, l'ancien MEV physique représentait un coût unique d'environ 2 000 \$ à l'achat, il y a 12 ans. Ce nouveau fardeau financier s'ajoute à d'autres pressions bien connues du secteur de la restauration : hausses abusives de loyers, inflation du coût des denrées alimentaires, et pénurie de main-d'œuvre.

Revenu Québec a publié en 2022 une analyse d'impact réglementaire basée sur des données de 2021. Il semble toutefois que les coûts estimés à cette époque ne reflètent plus la réalité actuelle. Selon l'Association Restauration Québec, l'annonce de la transformation numérique a entraîné une flambée des prix des logiciels.

Nous comprenons que Revenu Québec plaide que ce changement a été annoncé il y a deux ans, laissant aux commerçants un délai suffisant pour s'adapter. Toutefois, aucun entrepreneur ne souhaite commencer à payer un abonnement mensuel un an et demi à l'avance s'il n'y est pas obligé de le faire. La majorité des commerces attendra donc la dernière minute pour se conformer. L'Association Restauration Québec craint que cela mène à un nombre élevé d'infractions, avec à la clé plusieurs faillites dans un contexte déjà incertain.

Ma question pour le ministre est la suivante :

À la lumière de ces informations, je me demande si le ministre serait disposé à considérer des mesures concrètes pour éviter des frais abusifs à nos PME. Une meilleure régulation de ce secteur me semble essentielle, notamment :

- L'obligation pour les fournisseurs de logiciels MEV d'offrir un service « de base » conforme;
- La mise en place d'un plafond tarifaire pour les forfaits proposés;
- L'obligation pour ces entreprises d'obtenir une homologation officielle;
- L'octroi de subventions aux commerces contraints de renouveler leur équipement pour se conformer à la réglementation.

280) Mme Cadet (Bourassa-Sauvé) – **22 avril 2025**
Au ministre de l'Éducation

Selon ses « Missions et mandats », le ministère de l'Éducation doit « Faire de la réussite de nos élèves la raison d'être des écoles et des centres, du réseau et du Ministère ».

Entretemps, dans le chapitre 4 du rapport de la Vérificatrice générale du Québec (VGQ) à l'Assemblée nationale, pour l'année 2024-2025, on confirme l'absence de mesures afin d'offrir un environnement culturellement et linguistiquement sécurisant pour les apprenants des Premières Nations et des Inuit qui sont scolarisés dans le réseau public.

Qui plus est, on souligne dans le rapport que « Les mesures budgétaires destinées au soutien des élèves autochtones » sont difficiles d'accès et prévoient des procédures complexes pour accéder à un financement pluriannuel et peuvent être difficilement utilisées pour affecter du personnel (p. 37-38).

Encore selon le rapport de la Vérificatrice générale du Québec, des organismes scolaires québécois (11 au total) « font... des demandes au gouvernement fédéral en vertu du Principe de Jordan », et ce, en raison des délais du Ministère pour octroyer du financement (Ibid., p. 38).

Le 18 décembre 2024, le secrétariat du Conseil exécutif a émis 11 décrets autorisant des centres de services scolaires à renouveler leurs accords « de contribution conclu[s]...avec le gouvernement du Canada pour offrir des services aux élèves autochtones, dans le cadre du Principe de Jordan » (Gazette officielle du Québec, 8 janvier 2025, Partie 2, p. 237).

Le 28 janvier 2025, le ministère a annoncé la suspension de 12 mesures budgétaires pour les centres de services scolaires et les commissions scolaires, y compris la mesure 15061 – « Réussite éducative des Autochtones et réconciliation » (MEQ, juillet 2024, Règles budgétaires de fonctionnement pour les années 2024-2025 à 2026-2027, p. 103), la seule mesure visant à soutenir la réussite des apprenants des Premières Nations et des Inuit qui fréquentent un établissement scolaire public au Québec. Alors que le ministère a annoncé qu'on tiendra compte des demandes faites avant le 13 décembre 2024, il n'y a pas de confirmation quant à la continuité de cette mesure pour les années scolaires à venir.

Finalement, le 10 février dernier, la ministre de Services aux Autochtones Canada a annoncé « des changements aux procédures d'exploitation » du programme Principe de Jordan, ce qui pourrait affecter l'accès au financement fédéral par les centres de services scolaires et les commissions scolaires.

Compte tenu de ce contexte :

- Comment le ministre de l'Éducation envisage-t-il de combler les 9 recommandations formulées par la VGQ dans son rapport annuel 2024-2025? Rappelons que le ministère et les organismes impliqués doivent proposer un plan d'action de mise en œuvre, et ce, dans les 36 mois à la suite du dépôt du rapport de la VGQ.

- Plus précisément, comment le ministre de l'Éducation prévoit-il « Développer des stratégies pour offrir un environnement scolaire sécurisant et culturellement pertinent aux élèves autochtones, notamment en s'assurant que le personnel scolaire reçoit des formations structurantes sur les réalités autochtones » et « Évaluer les modalités de financement existantes pour s'assurer que les sommes sont allouées au moment opportun et en fonction des besoins prioritaires et des réalités régionales, et qu'elles permettent la mise en place d'actions pérennes » (VGQ, 2024, recommandations 5, 6 et 40), alors que la seule enveloppe offerte par le ministère aux organismes scolaires a été suspendue et que les organismes scolaires risquent de ne plus recevoir du financement du gouvernement fédéral?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 22 avril 2025
Loi sur la négociation et la détermination des conditions de travail requérant une coordination nationale notamment dans les secteurs public et parapublic – *ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor*

- b) 22 avril 2025
Loi visant principalement à moderniser le régime forestier – *ministre des Ressources naturelles et des Forêts*

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Loi visant l'amélioration de certaines lois du travail – *ministre du Travail*

- bb) Loi visant à créer un comité chargé de formuler des recommandations sur les critères de fixation ou de réajustement de loyer – *députée des Mille-Îles*